LE POINT [Accueil](https://www.liberation.fr/) / [Economie](https://www.liberation.fr/economie/) **DICTEE CIA1 19-02-2021 (les deux premiers paragraphes = 297 mots)**

**Londres perd sa position de première place boursière européenne**

**Les craintes de la City étaient fondées : le poids de sa finance est en large recul, au profit des autres places du Vieux Continent, en particulier Amsterdam.**



Les volumes d’actions enregistrés entre décembre et janvier à la City sont passés de 14,6 milliards d’euros à 8,6 milliards. (Tolga Akmen/AFP)

par [Damien Dole](https://www.liberation.fr/auteur/damien-dole/)*. Le Point*, 12 février 2021.

C’est la fin d’un monde. La City, chantre européen de la finance rayonnante et débridée, a perdu sa position de première place boursière du Vieux Continent dans les échanges de janvier, a annoncé jeudi Cboe Europe. Les chiffres sont éloquents : quatre places importantes (Amsterdam, Paris, Francfort et Milan) font un bond en avant quand Londres recule, [les volumes d’actions enregistrés entre décembre et janvier](https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-02-10/amsterdam-topples-london-as-europe-s-main-share-trading-hub-ft) passant à la City de 14,6 milliards d’euros à 8,6 milliards. Et si [les capitales économiques française et allemande étaient souvent citées parmi les grandes «gagnantes» du Brexit](https://www.liberation.fr/futurs/2017/05/26/apres-le-brexit-quelle-cite-pour-les-exiles-de-la-city_1572550/), c’est la ville néerlandaise qui remporte le gros lot. De 2,2 milliards d’euros d’actions échangées par jour en décembre, la Bourse de Berlage en était à 9,2 milliards le mois suivant, la faisant passer de la 4e à la 1re place, au nez et la barbe de Paris (qui reste malgré tout 3e, avec 6,1 milliards contre 2,9 milliards en décembre) et Francfort (passée de la 3e à la 4e avec 5,9 milliards). Une actualité financière vintage en quelque sorte, puisque Amsterdam était déjà la première place boursière mondiale au… XVIIIe siècle.

Si les études manquent encore pour quantifier le poids réel et concret du Brexit dans ces grands mouvements, la sortie du Royaume Uni de l’UE le 1er janvier reste le principal suspect. L’accord signé de justesse à la fin de l’année 2020 ne traitait pas des services financiers et plus largement de la City. Et si quelques dérogations, expliquaient *les Échos* le mois dernier, ont été accordées, les banques et la finance internationale ont préféré rapatrier des salariés, des sièges sociaux sur le Vieux Continent. Surtout, [explique le Financial Times,](https://www.ft.com/content/3dad4ef3-59e8-437e-8f63-f629a5b7d0aa) «Bruxelles n’a pas reconnu les bourses et les plateformes de négociation britanniques comme ayant le même statut de surveillance que les siens».

Une mauvaise nouvelle n’arrivant jamais seule, surtout pour le monde post-Brexit de la finance britannique, les rives de la Tamise perdent également [l’une des principales bourses du carbone](https://www.liberation.fr/futurs/2005/03/11/permis-de-polluer-un-marche-pare-a-decoller_512479/) au profit là encore… d’Amsterdam. L’opérateur boursier américain Intercontinental Exchange a en effet annoncé lundi qu’il allait déplacer son marché de quotas d’émissions de CO2 et de contrats à terme européens sur le carbone de Londres vers les Pays-Bas dans les prochains mois. Là encore le Brexit est l’élément déclencheur du déménagement, puisque l’opérateur ne veut pas se fermer le marché européen, qui verrait les coûts des transitions augmenter depuis la sortie du Royaume-Uni de l’UE. Le montant de cette autre perte outre-Manche : un milliard d’euros d’échange en moyenne par jour. Amorce de décadence ou simple écueil dans le règne de la City sur la finance européenne ?